

Rachel M. MCCLEARY, Robert J. BARRO, *The Wealth of Religions. The Political Economy of Believing and Belonging*

Princeton, Princeton University Press, 2019, 199 p.

Philippe Steiner



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/assr/57912>

DOI : [10.4000/assr.57912](https://doi.org/10.4000/assr.57912)

ISSN : 1777-5825

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2020

Pagination : 258-260

ISBN : 978-2-7132-2826-1

ISSN : 0335-5985

Référence électronique

Philippe Steiner, « Rachel M. MCCLEARY, Robert J. BARRO, *The Wealth of Religions. The Political Economy of Believing and Belonging* », *Archives de sciences sociales des religions* [En ligne], 192 | octobre-décembre 2020, mis en ligne le 31 décembre 2020, consulté le 25 janvier 2021. URL : <http://journals.openedition.org/assr/57912> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/assr.57912>

Ce document a été généré automatiquement le 25 janvier 2021.

© Archives de sciences sociales des religions

Rachel M. MCCLEARY, Robert J. BARRO, *The Wealth of Religions. The Political Economy of Believing and Belonging*

Princeton, Princeton University Press, 2019, 199 p.

Philippe Steiner

RÉFÉRENCE

Rachel M. MCCLEARY, Robert J. BARRO, *The Wealth of Religions. The Political Economy of Believing and Belonging*, Princeton, Princeton University Press, 2019, 199 p.

- 1 La religion, c'est un marché ! La sociologue et l'économiste, théoricien très connu de la croissance économique endogène et libertarien affirmé, annoncent dès le départ la manière dont ils abordent le phénomène religieux. Le fait qu'un individu se rende dans un lieu de culte signifie qu'il y a une « demande » pour la religion ; l'existence du lieu de culte signifie qu'il y a une « offre », dont le prix est le plus souvent la valeur marchande du temps consacré à la pratique religieuse, mais aussi le fait d'accepter les restrictions imposées par la foi. Offre et demande définissent donc un « marché », lequel est régulé par l'État et par des systèmes d'incitations permettant aux croyants de maximiser le rapport bénéfice/coût de leur choix religieux.
- 2 L'ouvrage est donc basé sur la théorie du choix rationnel qu'à la suite de la suggestion de Gary Becker, couronné du prix de la Banque de Suède en l'honneur de Nobel pour son étude économique de la famille, du crime, etc., ils appliquent aux phénomènes religieux, habituellement considérés comme hors du champ de la théorie économique.
- 3 Celles et ceux qui ne supportent pas l'idée de traiter le fait religieux comme un argument dans une fonction d'utilité, la conversion comme la suite d'un calcul de maximisation sous contrainte de coût peuvent se dispenser d'ouvrir l'ouvrage. Pour les autres, prêts à affronter une démarche peu répandue en dehors d'une poignée de départements d'économie, la lecture dépend, toujours d'un point de vue

« économique », du bénéfice (intellectuel) retiré du temps passé (coût) à en retirer des connaissances nouvelles. Si l'ignorance n'est jamais une bonne stratégie, la lecture est d'un faible rapport bénéfice/coût.

- 4 Pour attirer une demande, les auteurs offrent un parcours en deux temps. Dans la première partie, la notion de sécularisation est activée pour l'étude de la relation entre la croissance des revenus, de l'éducation et la religion (chap. 2) ; puis, sous l'égide de Max Weber, les deux auteurs étudient comment la production religieuse de valeurs morales affecte l'économie (chap. 3), avant de concentrer l'attention sur les pays musulmans et leur déclin depuis le XVII^e siècle (chap. 4). La deuxième partie s'intéresse à la religion d'État (chap. 5), aux groupes religieux et aux groupes terroristes (chap. 6), et, finalement, aux effets marketing, pourrait-on dire, de la création de nouveaux saints dans la religion catholique afin de contrer la montée du protestantisme et des mouvements évangélistes (chap. 7). Qu'en ressort-il ?
- 5 Dans la première partie, à partir de l'examen de cent pays sur la période 1980 à aujourd'hui, les auteurs valident la thèse de la sécularisation entendue comme baisse de la religiosité (croyance et participation au culte) ; en outre, ils valident l'idée avancée par Adam Smith dans sa célèbre *Inquiry into the Nature and the Cause of the Wealth of Nations*, selon laquelle la régulation étatique du marché religieux entraîne une baisse de la concurrence et une diminution de la religiosité par suite du manque d'innovation dans l'offre religieuse. Par contre, l'existence d'une religion d'État élève le niveau de religiosité. Voilà les principaux acquis de l'étude de l'effet des données économiques sur la religion. La relation opposée donne lieu au résultat majeur de l'ouvrage, à savoir que ce sont les croyances religieuses (existence de l'enfer, tout particulièrement), et non les pratiques religieuses, qui ont un effet positif sur la croissance, en formant des habitudes morales (éthique de l'effort, confiance) favorables à l'activité économique. Le cas des pays musulmans est traité d'une manière moins directe puisqu'à défaut de travaux personnels, les auteurs reprennent les résultats de Timur Kuran selon qui le retard économique ne vient pas de la doctrine elle-même, mais des institutions inefficaces qu'elle a favorisées, au premier rang desquels il range l'égalité testamentaire, le fait que les organisations n'ont pas le statut de personnalité morale et, enfin, l'insécurité des droits de propriété.
- 6 Des trois chapitres de la deuxième partie, l'étude des effets de l'existence d'une religion d'État est la plus aboutie. Les 188 pays étudiés sur une période allant de 1900 à 2000 sont rangés en trois catégories (absence, abandon, existence continue d'une religion d'État) pour donner lieu à une série un peu baroque de résultats (p. 102-105) dont les principaux sont : lorsque la population est fortement concentrée sur une religion, la probabilité d'avoir une religion d'État s'élève ; les divisions internes (chiïte/sunnite ; protestant/catholique romain) de la religion majoritaire ont peu d'impact dans le cas de l'Islam, alors qu'elles en ont pour les chrétiens ; il existe une relation non linéaire entre la taille de la population et l'existence d'une religion d'État, qui s'affirme surtout pour les populations de taille moyenne alors qu'elle est peu probable pour les grandes et les petites populations. Le chapitre sur les sectes violentes est décevant. Les deux auteurs reprennent les travaux de Laurence Iannaccone selon qui certains groupes religieux (des bouddhistes tibétains au Hamas en passant par les talibans) adoptent des vues et des pratiques extrêmes afin de régler le problème dit du « passager clandestin » (qui profite du bien collectif sans en payer les coûts), puisque seuls les plus convaincus resteront dans la secte alors que les exigences de la participation s'élèvent. Les auteurs

ne poussent pas trop loin l'argument, conscients que l'approche de Iannaccone repose sur la participation au groupe et non sur les croyances religieuses à proprement parler. L'application de la théorie économique semble forcée ; les références à Durkheim (l'effervescence sociale), et à Troeltsch (la secte) manquent la cible, et au lieu d'une application laborieuse de la notion de « passager clandestin », il aurait été plus simple de faire fond sur la rationalité en valeur et l'étude des sectes protestantes de Weber – un outillage théorique que les auteurs semblent ignorer – pour rendre compte des effets de la recherche de la pureté religieuse. L'étude de la béatification et de la canonisation au cours des cinq derniers siècles de la papauté n'est guère plus convaincante, tant l'histoire des religions est complexe sur cette période. Dire qu'il existe un conflit entre les différentes religions, n'a rien de nouveau, mais que gagne-t-on à en parler en termes de concurrence marchande ? À la différence de Weber, les deux auteurs ne semblent pas vouloir accepter l'idée selon laquelle la compétition peut prendre bien d'autres formes que celle-là.

- 7 Deux remarques de méthode s'imposent au moment de conclure. Le traitement réservé à Max Weber fera de la peine aux lecteurs qui connaissent sa sociologie des religions. Les deux auteurs semblent ne connaître de Weber que *l'Éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, qu'ils interprètent comme une causalité entre la religion protestante et le développement économique, ce que, précisément, Weber s'est toujours défendu d'avoir fait. C'est décevant pour le sociologue de la religion. De leur côté, les économistes en mal de variables nouvelles pour rendre compte de la complexité de la croissance économique trouveront peut-être matière à enrichir leurs modèles, mais tout l'appareillage technique (données et traitements statistiques) des articles (*American Sociological Review*, *Economica*, *Quarterly Journal of Economics*) qui ont servi de base aux chapitres de l'ouvrage est absent. Les lecteurs qui auront franchi la barrière de ce traitement économiciste du religieux resteront sur leur faim s'ils veulent savoir un peu précisément comment les batteries de régression justifient les résultats présentés aux chapitres 2, 3 et 5, les plus intéressants pour ceux qui s'intéressent à des vues générales sur la croissance économique et le religieux.